

Texte publié à l'occasion de la conférence de Philippe Meirieu à Lausanne (2 juin 2025)

POUR QUE L'ÉDUCATION NE SOIT PAS QU'UN DISCOURS...

Philippe Meirieu, pédagogue engagé, partage à Lausanne sa vision exigeante et humaniste de l'éducation. Il nous rappelle :

« La pédagogie différenciée n'est pas une affaire de spécialistes, c'est une affaire d'équipe. »

Mais dans le secteur parascolaire de la Ville de Lausanne, **les actes ne correspondent pas à ces paroles**. On parle de qualité, d'enfants au centre, de professionnalisation... Mais dans les faits ? C'est une tout autre histoire.

Les problèmes pointés dans le secteur parascolaire lausannois ne relèvent pas de l'exception ou du détail. Ils incarnent une crise profonde du sens même que l'on donne à l'éducation. On ne peut revendiquer une ambition éducative sans offrir aux professionnel·les les conditions pour la mettre en œuvre.

Les éducateur·trices ont besoin de stabilité, de reconnaissance, de temps collectif renforcé, et de liberté de parole pour construire un accueil de qualité. Une éducation cohérente et humaniste ne peut émerger dans un contexte de dureté organisationnelle, de flexibilisation forcée et de surcharge. Promouvoir l'éducation tout en négligeant celles et ceux qui la rendent concrètement possible chaque jour révèle une contradiction majeure.

Il ne suffit pas d'engager des professionnel·les pour prétendre à la professionnalisation d'un domaine : il faut aussi donner à ces personnes les moyens d'exercer leur savoir.

Des principes affichés... aux pratiques qui les contredisent

Des équipes désagrégées : La direction refuse de reconnaître les collectifs de travail qui tentent de prendre la parole. Le management cherche à atomiser les salarié·es, à individualiser les paroles, à anecdotiser les problèmes et faire reposer l'entière responsabilité sur les épaules des travailleur·euses.

Un turnover dévastateur : Les conditions de travail (horaires morcelés, bas taux d'emploi, surcharge) provoquent un turnover massif, incompatible avec la stabilité éducative nécessaire aux enfants.

Des revalorisations bloquées : Tandis que les postes de cadre bénéficient de hausses salariales, les augmentations pour les travailleur·euses de terrain sont systématiquement bloquées. Ce déséquilibre illustre un mépris structurel pour le travail de terrain – celui-là même qui accompagne quotidiennement les enfants.

Une logique technocratique : Les enfants sont gérés comme des flux à optimiser, non comme des personnes à accompagner. On parle d'adapter la pédagogie aux moyens... mais on demande surtout d'adapter les enfants au manque de moyens.

Des accueils de masse sans extérieur : Dans plusieurs lieux, un nombre trop important d'enfants est concentré dans des espaces fermés, sans accès à un extérieur ou disposant de cours beaucoup trop petites. Certaines structures sont même situées loin des écoles, sans véritable continuité

dans la journée de l'enfant. Cette configuration rend impossible une prise en compte individualisée comme elle est pourtant affichée dans les intentions. On passe alors d'un projet éducatif à une gestion de masse des enfants.

Professionnalisation sabotée : flexibilisation, surcharge et absence de moyens

La professionnalisation du secteur parascolaire ne se décrète pas dans des brochures. Il ne suffit pas d'engager des professionnel·les pour prétendre à la professionnalisation d'un domaine: il faut aussi leur donner les moyens d'exercer leur savoir. Elle ne peut se faire:

ni sans du temps d'équipe pour réfléchir, préparer, analyser, créer une continuité éducative,

ni par une flexibilisation contrainte qui augmente la charge de travail, détruit la disponibilité mentale et empêche toute réflexion pédagogique.

«Il ne suffit pas de savoir ce qu'il faut faire pour le faire. Encore faut-il en avoir les moyens.»

— Philippe Meirieu, *La pédagogie entre le dire et le faire*

Les normes cantonales ne doivent pas servir d'alibi

Certes, les normes minimales posées par le canton sont insuffisantes. Mais elles ne sauraient justifier l'inaction de la hiérarchie municipale. Quand il y a des dysfonctionnements, les responsabilités sont reportées sur le bas de l'échelle, jamais sur les choix organisationnels.

Vous pouvez vous inscrire à la liste de diffusion d'informations SUD APEMS-DAC en nous envoyant vos coordonnées (nom et adresse email) à info@sud-vd.ch pour recevoir de l'information concernant vos conditions de travail en APEMS, nos revendications et nos actions.

BULLETIN D'ADHÉSION

SUD - Solidaires, Unitaires, Démocratiques

NOM: _____ PRENOM: _____ DATE DE NAISSANCE: _____

PROFESSION: _____ LIEU DE TRAVAIL: _____

Domicile

RUE, NUMERO: _____ N° POSTAL, LIEU: _____

EMAIL: _____

TELEPHONE: _____

LIEU, DATE: _____

SIGNATURE: _____

Ce que nous demandons, ce que nous défendons:

Du temps collectif, reconnu et renforcé, pour penser les pratiques éducatives, construire une cohérence pédagogique et faire vivre l'intelligence d'équipe;

La valorisation concrète et la reconnaissance effective du travail de terrain;

Une parole collective reconnue et protégée, pas des entretiens individualisés commandés et utilisés par la hiérarchie;

Des objectifs SMART et non des instruments de fragilisation et de sanction;

Des moyens à la hauteur des ambitions affichées;

Une politique éducative cohérente, fondée sur la stabilité des équipes, la liberté de parole, la coopération et la transparence;

Le respect des procédures qui protègent les droits des employé·es, afin de sortir de l'arbitraire du pouvoir, de garantir les droits fondamentaux, et d'assurer que le traitement des causes s'impose, et non la simple gestion de leurs effets. C'est une condition nécessaire à la sécurité et à l'égalité des chances pour les enfants.

«L'éducation est un engagement dans le réel, pas un simple agencement de discours.»

— Philippe Meirieu

L'ÉDUCATION! CE NE SONT PAS DES SLOGANS! CE SONT DES ACTES!

.....

Cotisation annuelle SUD-Lausanne : fr 120.-

Bulletin à envoyer à:

SUD
Pl. Chauderon 5
1003 Lausanne

> ou adhérez en ligne:

sud-vd.ch/adhesion

